

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2428

10 septembre 2014

SOMMAIRE

Cleanup (GP) S.à r.l.	116499	MF Venice S.à r.l.	116505
Crediinvest SICAV	116525	MFX2 Holdco Luxembourg S.à r.l.	116506
DI SA	116541	Minpress Investments S.à r.l.	116506
Distrimed S.à r.l.	116498	Minpress Investments S.à r.l.	116507
GELF Emerald (Lux) S.à r.l.	116498	ML' bureau national et international des projets S.A.	116504
Georgia-Pacific S.à r.l.	116498	MNKS	116504
GP Acquisition Holding S.à r.l.	116499	MTW Toys S.A.	116507
GP Canada Holding S.à r.l.	116499	Mudra Capital S.A.	116507
GP Chemicals International Holding S.à r.l.	116502	Naxos International Holding S.A., SPF ..	116503
GP Finance Holdings S.à r.l.	116502	NG Private Equity Management S.à r.l. .	116505
GP Financial Management S.à r.l.	116517	Niam V Luxembourg S.à r.l.	116507
GP Worldwide Investments (Luxembourg) S.à r.l.	116517	Niolu Invest S.à r.l.	116508
Granjo S.A.	116517	NjördFood S.à r.l.	116512
HayFin DLF LuxCo 1 S.à r.l.	116498	Northern Diabolo (Holdings) S.à r.l.	116506
HayFin Special Ops LuxCo 1 S.à r.l.	116499	Ocm Luxembourg George Street Apart- Hotel S.à r.l.	116517
Helpling (GP) S.à r.l.	116499	Paragem Assets S.à r.l.	116516
Helpling Group Holding S.à r.l.	116517	P. M. F. E. S.à r.l.	116516
Hémisphères Films	116498	Semreh Europe S.A.	116500
Lupercus Capital S.A.	116501	Senior European Loan UK S.A.	116500
Luxembourg Cargo Agency (LCA)	116500	Silser S.A.	116502
Mamme S.A.	116501	Sim Investments S.A.	116503
Management Marketing IT & Trading S.A.	116501	Sinos S.A.	116503
Medina Financial Markets S.à r.l.	116502	Suomi Power Networks Sähkösiirto et Cie SNC	116499
Meng-Immo S. à r.l.	116504	Tangor S.A.	116544
Meng-Immo S. à r.l.	116504	UBS VA N°1 Fund Management Company S.à r.l.	116543
Meng-Immo S. à r.l.	116505	UK Students Isledon S.à r.l.	116544
Merp S.à r.l.	116505	Westfield Italian Holdings S.à r.l.	116544
MF Marcianise S.à r.l.	116505		
MFR Naples S.à r.l.	116506		

GELF Emerald (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 141.468.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095918/9.

(140114717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Georgia-Pacific S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 67.134.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095921/9.

(140114837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Hémisphères Films, Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 80.354.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095951/10.

(140113555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

HayFin DLF LuxCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.942.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014095955/10.

(140113844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Distrimed S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 142.856.

Il résulte de cessions de parts sociales intervenues le 15 juillet 2014 que le capital est désormais détenu comme suit:

- Monsieur Rémy HILPIPRE, directeur de société, demeurant à F-67530 Boersch, 11, route de la Forêt Klingenthal, 75 parts sociales (soit 75 % du capital);

- La société BIO DISTRIBUTION SARL, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, 25 parts sociales (soit 25 % du capital).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le mardi 15 juillet 2014.

Rémy HILPIPRE

Gérant

Référence de publication: 2014102060/16.

(140123549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

GP Acquisition Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 155.945.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095929/9.

(140114836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

GP Canada Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 132.583.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095930/9.

(140114835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

HayFin Special Ops LuxCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 170.785.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095956/10.

(140113845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

**Helping (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Cleanup (GP) S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 184.676.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095958/10.

(140114964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Suomi Power Networks Sahkonsiirto et Cie SNC, Société en nom collectif.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 159.234.

EXTRAIT

En date du 7 juillet 2014, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Vistra (Luxembourg) S.à r.l. en tant que liquidateur de la Société, est acceptée avec effet au 7 juillet 2014; et
- Fairland Property Limited, avec adresse professionnelle au P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola British Virgin Islands, est élu nouveau liquidateur de la Société avec effet au 7 juillet 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014100449/16.

(140119689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signatures.

Semreh Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 181.010.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration de la Société en date 24 juin 2014 que:

(i) La société a pris acte de la démission de Monsieur Olivier LIEGEOIS en tant qu'administrateur de catégorie B de la Société.

(ii) Monsieur Jean-Marie BIELLO, né le 19 avril 1957 à Villerupt (France), demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg a été coopté administrateur de catégorie B en remplacement de Monsieur Olivier LIEGEOIS, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100410/17.

(140119268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Senior European Loan UK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 171.820.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique le 25 juin 2014

En date du 25 juin 2014, l'Actionnaire unique de la Société, a décidé ce qui suit:

- de nommer Madame Mireille CHETIOUI, Monsieur Ronan BODERE et Monsieur Frédéric BARZIN en qualité d'administrateur de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle de l'Actionnaire approuvant les comptes annuels qui se tiendra en 2015.

- nommer la société PricewaterhouseCoopers S.à r.l., ayant son siège social au 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 65447 en qualité de réviseur d'entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle de l'Actionnaire approuvant les comptes annuels qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ainsi fait à Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100411/18.

(140119094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Luxembourg Cargo Agency (LCA), Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1360 Luxembourg, Cargo Center Luxair.

R.C.S. Luxembourg B 100.667.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 10 juillet 2014 que le capital social de la Société est désormais détenu comme suit:

- Monsieur Daniel SCHILTGES, né le 23 janvier 1960 à Clervaux, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 26, rue Michel Rodange, L-9061 Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg - 255 parts sociales;

- Madame Nathalie SZTURMA, née le 13 mars 1967 à Villerupt, France, demeurant professionnellement 26, rue Michel Rodange, L-9061 Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg - 245 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014101330/19.

(140120603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Lupercus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 161.802.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 juillet 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014101326/17.

(140120597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

MMIT SA, Management Marketing IT & Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 177.418.

EXTRAIT

Le siège social est transféré au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg.

Suite aux démissions de Monsieur Joachim DEWITTE de son poste de Directeur en charge de la gestion journalière et de la démission de Madame Tanja DEWITTE, de son poste d'administrateur-unique, il est décidé de nommer par cooptation Monsieur Raymond HEINEN, né le 19 octobre 1951 à B-Bruxelles et demeurant à L-5753 Frisange au 47, rue Parc de Lésigny, au poste d'administrateur-unique et ce pour un mandat de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Tanja DEWITTE

Administrateur-unique

Référence de publication: 2014101335/18.

(140120314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Mamme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 178.811.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 30 mai 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 30 mai 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré du 42-44 avenue de la gare L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel 1^{er} étage, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Hendrik H.J. KEMMERLING domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014101365/19.

(140120170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

GP Chemicals International Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.472.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014095931/9.
(140114838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

GP Finance Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.462.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014095932/9.
(140114831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Medina Financial Markets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 170.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.251.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 11 juillet 2014

En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 11 juillet 2014, Monsieur Gerard Lenihan a transféré 20 parts sociales préférentielles de classe 1 de la Société de la manière suivante:

- 20 parts sociales préférentielles de classe 1, d'une valeur de 1, -Euro chacune, à Monsieur Robert Tibor Balogh, né le 24 juin 1970, à Budapest, Hongrie, résidant au 15, Szanatorium utca, 1121 Budapest, Hongrie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2014101344/17.

(140120639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Silser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 72.281.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 8 juillet 2014

Il résulte du procès-verbal que:

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de Madame Nathalie PRIEUR, née le 08/04/1967 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, de Monsieur, Monsieur Jeannot DIDERRICH, née le 27/03/1973 à Ettelbruck expert-comptable, demeurant au 45-47 route d'Arlon à L-1140 Luxembourg et de Monsieur Brunello DONATI, né le 26/08/1947 à Bellinzona, consultant, demeurant 1 Riva Albertolli, CH-6900 Lugano jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

L'Assemblée renouvelle le mandat de la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., inscrite sous le numéro B 33 849 et ayant son siège social 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SILSER S.A.

Référence de publication: 2014098721/19.

(140116991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Sim Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 104.433.

Le soussigné, Bertrand MICHAUD, vous informe de sa démission du mandat d'administrateur de la société SIM INVESTMENTS S.A., B104433, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Bertrand MICHAUD.

Référence de publication: 2014098722/11.

(140117210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Naxos International Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 34.288.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social le 7 juillet 2014

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de NAXOS INTERNATIONAL HOLDING S.A. S.P.F. a pris les résolutions suivantes:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société NAXOS INTERNATIONAL HOLDING S.A. S.P.F., en liquidation, a définitivement cessé d'exister. Ces livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans suivant la liquidation au siège social de PARFININDUS S. à r. l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARFININDUS S. à r. l.

Liquidateur

Référence de publication: 2014100260/17.

(140119995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Sinos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2334 Luxembourg, 11, place Saint Pierre et Paul.

R.C.S. Luxembourg B 134.145.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2014

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 30 juin 2014 que:

1. L'assemblée générale décide de ratifier la nomination de Monsieur Pierre Petit, pour une durée indéterminée, aux fonctions d'administrateur.

2. L'Assemblée générale décide d'acter au registre de commerce de Luxembourg le changement d'adresse de Monsieur Pierre Petit du 2, clos du Sartay à Embourg (Belgique) au 38 Rue Michel Hamelius à B-6700 Arlon (Belgique).

3. L'Assemblée Générale ratifie la décision du Conseil d'Administration en date du 12 juillet 2013 de transférer le siège de la société du 8a boulevard de la foire L-1528 Luxembourg au 11 place Saints Pierre et Paul à L-2334 Luxembourg.

4. L'Assemblée Générale décide de prolonger le mandat d'administrateur de Monsieur Pablo Usandizaga Usandizaga, demeurant au 652 A Avenida diagonal, E-08034 Barcelone (Espagne). Son mandat s'achèvera lors de l'assemblée générale annuelle de 2015.

5. L'Assemblée Générale décide de prolonger le mandat d'administrateur de Monsieur Ricardo Sanahuja Escofet demeurant au 167 calle 1 rinconada baja, Lima (Pérou). Son mandat s'achèvera lors de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour extrait conforme

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014098724/26.

(140117328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Meng-Immo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4670 Differdange, 216, rue de Soleuvre.

R.C.S. Luxembourg B 111.059.

Les Comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014100228/10.

(140119404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Meng-Immo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4670 Differdange, 216, rue de Soleuvre.

R.C.S. Luxembourg B 111.059.

Les Comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014100229/10.

(140119723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

ML' bureau national et international des projets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 57.375.

Résolution

Est révoqué le mandat de MORTIROLO INVESTHOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial (SPF)
en tant que commissaire aux comptes à effet rétroactif au 1^{er} novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100240/12.

(140119581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

MNKS, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.476.

En vertu du contrat de cession de parts sociales en vigueur au 31 mai 2014 entre Marie-Béatrice Noble, Katia Scheidecker et Gary Cywie, ce dernier a cédé les 2 parts sociales qu'il détenait dans le capital social de la Société respectivement à Marie-Béatrice Noble à hauteur d'une part sociale et à Katia Scheidecker à hauteur d'une part sociale, demeurant toutes deux professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert (bâtiment Vertigo Polaris), L-2453 Luxembourg, avocates à la Cour inscrites sur la liste I du Barreau de Luxembourg.

Suite à l'agrément donné en assemblée générale des associés en date du 22 mai 2013 et en vertu du contrat de cession de parts sociales en vigueur au 1^{er} juin 2014, Marie-Béatrice Noble et Katia Scheidecker ont cédé chacune une part sociale, qu'elles détiennent dans le capital social de la Société à un non associé de la Société, à savoir Max Welbes, demeurant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert (bâtiment Vertigo Polaris), L-2453 Luxembourg, avocat à la Cour inscrit sur la liste I du Barreau de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Pour MNKS

Signature

Référence de publication: 2014100242/22.

(140119324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Merp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 85.464.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014100231/9.
(140119884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

MF Marcianise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 162.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MF Marcianise S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014100232/11.

(140119568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

MF Venice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 118.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MF Venice S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014100233/11.

(140119561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Meng-Immo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4670 Differdange, 216, rue de Soleuvre.
R.C.S. Luxembourg B 111.059.

Les Comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014100230/10.

(140119744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

NG Private Equity Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 129.127.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 31 mars 2014, le conseil de gérance de NG Private Equity Management S.à r.l. a transféré le siège social de la société au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 31 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100264/13.

(140119418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

MFX2 Holdco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 166.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014100235/10.

(140118899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

MFR Naples S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 103.530.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MFR Naples S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014100234/11.

(140119564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Minpress Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 159.859.

Le bilan consolidé de la société Anglo American plc au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2014.

Référence de publication: 2014100236/11.

(140118622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Northern Diabolo (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 75.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 132.127.

EXTRAIT

Par les résolutions du 26 juin 2014, l'associé de la société a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Mark Dunstan en tant que gérant de la Société, prenant effet le 30 juin 2014
- de nommer Monsieur Emmanuel Dos Santos, né le 28 janvier 1967 à Gaia, Portugal, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour un mandat d'une durée indéterminée, prenant effet le 1^{er} juillet 2014.

En conséquence, le conseil de Gérance de la Société se compose de:

- Mr. Mark Hatherly, demeurant professionnellement au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;
- Mr. Emmanuel Dos Santos, demeurant professionnellement au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;
- Mr. Giles Frost, demeurant professionnellement au 2 London Bridge, London, SE1 9RA, United Kingdom;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 juillet 2014.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014100256/22.

(140118922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Niam V Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 163.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014100250/9.

(140119263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Minpress Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 159.859.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juin 2014.

Référence de publication: 2014100237/10.

(140118623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

MTW Toys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 182.955.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 26.06.2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen.

Référence de publication: 2014100248/11.

(140118630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Mudra Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.662.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue anticipativement en date du 05 juin 2014

- La cooptation de Madame Martine STIEVEN, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Fabio GASPERONI, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de la présente assemblée.

- Les mandats d'Administrateur de Madame Anne-Marie GREGIS, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de Madame Servane PAOLONI, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et de Madame Martine STIEVEN, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2020.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., société anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2020.

Fait à Luxembourg, le 5 juin 2014.

Certifié sincère et conforme

MUDRA CAPITAL

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014100249/24.

(140119911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Niolu Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 188.390.

—
RECTIFICATIF

L'an deux mille quatorze, le premier juillet.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1. Madame Danielle Chaffardon, née à Paris, France, le 21 juin 1945, demeurant à 374, rue de Vaugirard, 75015 Paris, France, et

2. Monsieur Gérard Lamperti, né à Tunis, Tunisie, le 31 juillet 1946, demeurant à 40, Rue Dejoncker, 1060 Bruxelles, Belgique.

Lesquels comparants sont ici représentés par Madame Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6402 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations lui données le 25 juin 2014, respectivement le 27 juin 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signée ne varietur par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement deux associés, propriétaires de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobilière ou immobilière qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «Niolu Invest S.à r.l.».

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, parts sociales.

Art. 6. Capital Souscrit. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale ou au pair, selon le cas, seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et diminution du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi ou non parmi les propriétaires indivis.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, conformément à l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par cette dernière conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s)

Art. 10. Gérants, conseil de gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 11. Pouvoirs du/des gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou non, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, indemnisation. Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement reconnu(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s).

Art. 16. Assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure – vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, répartition

Art. 19. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, selon le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et comptes annuels au siège social.

Art. 21. Affectation des résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution, liquidation

Art. 23. Dissolution, liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Six-mille deux cent cinquante parts sociales (6.250) ont été souscrites par Madame Danielle Chaffardon, préqualifiée et six-mille deux cent cinquante parts sociales (6.250) ont été souscrites par Monsieur Gérard Lamperti, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire d'EUR 12.500. Le capital social d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui le constate expressément sur le vu d'un certificat bancaire, de sorte que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution a été évalué à environ mille Euros (EUR 1.000.-).

Décisions des associés

Les associés décident de:

1. Déterminer le nombre de gérants à deux (2).

2. Nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

- Monsieur François-Xavier Lamperti, né à Pithiviers, France, le 25 janvier 1976, demeurant à F-75015 Paris, 121, Boulevard de Grenelle.

- Monsieur Gérard Lamperti, né à Tunis, Tunisie, le 31 juillet 1946, demeurant à B-1060 Bruxelles, 40, Rue Dejoncker. La durée du mandat des gérants est illimitée.

3. Déterminer l'adresse du siège social à 560a, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 03 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1252. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 09 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100251/238.

(140119628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

NjördFood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1713 Luxembourg, 211, rue de Hamm.

R.C.S. Luxembourg B 183.074.

L'an deux mille quatorze, le douze juin, par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg,
a comparu:

Monsieur Fabrice Gauthier, né à Granville (France), le 27 juin 1983, résidant au 10-14 route d'Echternach, L-1453, Luxembourg (ci-après «l'Associé Unique»),

Le comparant est l'Associé Unique de NjördFood S.à.r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 211, rue de Hamm, L-1713 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 183.074, constituée suivant un acte reçu par le notaire Marc Loesch le du 19 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 455 du 19 février 2014.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

Le comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social, a requis le notaire sous-signé de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de six mille neuf cent douze euros (EUR 6.912,-)

pour le porter de son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000,-) à un montant de quarante-six mille neuf cent douze euros (EUR 46.912,-),

par la création et l'émission de deux cent seize (216) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de trente-deux euros (EUR 32,-) chacune.

Les deux cent seize (216) nouvelles parts sociales sont souscrites comme suit:

Monsieur Cyril Maîtrejean, né à Lyon (France), le 13 juillet 1974, demeurant en Chine, 200031 Shanghai, 506 Jian Guo Xi Lu, Villa 18, 2^{ème} étage,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Shanghai, Chine, en date du 15 avril 2014,

déclare souscrire à trente-six (36) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de quinze mille euros (EUR 15.000), dont mille cent cinquante deux euros (EUR 1.152) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit treize mille huit cent quarante huit euros (EUR 13.848) à la prime d'émission.

- 1) Monsieur Cyrille Raffoul, né à Hyères (France), le 29 août 1975, demeurant à L-8250 Mamer, 27, rue Jean Marx, ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 21 avril 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 2) Madame Frédérique Raffoul, née à Montpellier (France), le 25 mai 1975, demeurant à L-8250 Mamer, 27, rue Jean Marx, ici représentée par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer, Grand Duché de Luxembourg, en date du 23 avril 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 3) Monsieur Flemming Pettersen, né à Kolding (Danemark), le 19 août 1966, demeurant à L-2539 Luxembourg, 144, boulevard Charles Simonis, ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 7 mai 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 4) Madame Pascale Berry, née à Boulogne-Billancourt (France), le 9 juillet 1981, demeurant à F-75004 Paris, 10, rue des Lions Saint-Paul, France, ici représentée par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Paris, France, en date du 24 avril 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 5) Monsieur Sylvain Faguet, né à Rouen (France), le 4 mai 1984, demeurant à F-92800 Puteaux, 40, rue Godefroy, France, ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Puteaux, France, en date du 25 avril 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 6) Monsieur Pierre Le Joncour, né à Granville (France), le 9 mars 1981, demeurant à F-50400 Granville, 65, rue Saint Gaud, France, ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Granville, France, en date du 10 mai 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 7) Monsieur Marc Loesch, né à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), le 24 avril 1957, demeurant à L-2410 Luxembourg, 153, rue de Reckenthal, ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, 2 juin 2014,
déclare souscrire à douze (12) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de cinq mille euros (EUR 5.000), dont trois cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 384) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit quatre mille six cent seize euros (EUR 4.616) à la prime d'émission.
- 8) Monsieur Sébastien Bourgeois, né à Caen (France), le 14 décembre 1981, demeurant à L-1935 Luxembourg, 3, rue des Ligures, ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 10 mai 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

9) Monsieur Julien Desenfans, né à Sainte-Catherine les Arras (France), le 9 février 1981, demeurant à F-92110 Clichy, 8, rue Georges Boisseau, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Clichy, France, en date du 29 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

10) Madame Michèle Detaille, née à Bastogne (Belgique), le 14 juin 1957, demeurant à L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre Dame,

ici représentée par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 20 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

11) Monsieur Adrien Dumont, né à Paris (France), le 26 août 1983, demeurant à F-75016 Paris, 25, rue Rémusat, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Paris, France, en date du 4 mai 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

12) la société Birdy Corp, SARL de droit français au capital de 1.000 EUR, sise au 1 rue Alfred Stevens, 75009 Paris, France, et inscrite au RCS français sous le n°SIRET 78844685400010,

ici représentée par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Paris, France, en date du 21 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

13) la société ArtFeelsGood, SAS de droit français au capital de 2.500 EUR, sise au 42 rue Eugène Carrière, 75018 Paris, France, et inscrite au RCS français sous le n°SIRET 52810645300012,

ici représentée par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Paris, France, en date du 21 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

14) Monsieur Damien Her, né à Roubaix (France), le 29 octobre 1955, demeurant à F-59200 Tourcoing, 30bis, rue du Viaduc, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Tourcoing, France, en date du 16 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

15) Monsieur Jonathan Heurguier, né à Granville (France), le 14 juillet 1983, demeurant à F-13008 Marseille, 263, avenue du Prado, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Marseille, France, en date du 19 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

16) Monsieur Joffrey Launais, né à Aubervilliers (France), le 23 février 1981, demeurant à F-59800 Lille, 7, rue des 7 Agaches, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Lille, France, en date du 18 avril 2014,
déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

17) la société Art's Foods, SPRL de droit belge au capital de 18.600 EUR, sise au 74 rue du duc, 1150 Bruxelles, Belgique, et inscrite au RCS belge sous le n° d'entreprise 0894.748.190,

ici représentée par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles, Belgique, en date du 21 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

18) Monsieur Hermann Montreuil, né à Granville (France), le 28 septembre 1979, demeurant à L-1935 Luxembourg, 3, rue des Ligures,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 30 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

19) Monsieur Alain Popelin, né à Saint-Jean de la Ruelle (France), le 2 janvier 1953, demeurant à F-64200 Biarritz, 82, rue de Madrid, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Biarritz, France, en date du 15 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

20) Monsieur Nicolas Schneider, né à Vannes (France), le 8 novembre 1981, demeurant à F-35000 Rennes, 38, rue de Vouziers, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rennes, France, en date du 21 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

21) Monsieur Mathieu Touchet, né à Angers (France), le 18 février 1983, demeurant à F-33000 Bordeaux, 31, rue Desfourniel, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bordeaux, France, en date du 19 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

22) Monsieur Jean-Sébastien Payre, né à Saint Chamond (France), le 11 décembre 1974, demeurant à F-42320 La Grand-Croix, 487, route de Combérigol, France ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à La Grand-Croix, France, en date du 15 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

23) Monsieur Jean-Jacques Philip, né à Budapest (Hongrie), le 3 septembre 1953, demeurant à F-69680 Chassieu, 10, chemin de la Grange, France,

ici représenté par Fabrice Gauthier, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Chassieu, France, en date du 28 avril 2014,

déclare souscrire à six (6) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500), dont cent quatre-vingt-douze euros (EUR 192) sont affectés au capital social de la Société, et le solde, soit deux mille trois cent huit euros (EUR 2.308) à la prime d'émission.

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées en numéraire par l'Associé Unique, de sorte que le montant total de quatre-vingt-dix mille soixante-douze euros (EUR 90.072) est à la disposition de la Société, tel qu'il a été démontré au notaire soussigné.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à quarante-six mille neuf cent douze euros (EUR 46.912,-), représenté par mille quatre cent soixante-six (1.466) parts sociales d'une valeur nominale de trente-deux euros (EUR 32,-) chacune."

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Gauthier et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 juin 2014. Relation: LAC/2014/28913. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100253/215.

(140118831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Paragem Assets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.253.

Extrait des décisions prises par la résolution de l'actionnaire unique en date du 9 juillet 2014

1. M. Eriks MARTINOVSKIS a démissionné de son mandat de gérant A, avec effet au 9 juillet 2014.

2. M. Nicolas GASZTONYI, né à Etterbeek (Belgique), le 11 août 1965, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant A, avec effet au 9 juillet 2014, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10.07.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Paragem Assets S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014100315/16.

(140119413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

P. M. F. E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 171.302.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social en date du 26 juin 2014

Il résulte des délibérations prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue au siège social en date du 26 juin 2014,

1. L'Assemblée générale extraordinaire des associés prend de la démission du gérant de catégorie B, Monsieur Jean-Marc WANT et décide de nommer en remplacement, Monsieur Sébastien FÈVE, né le 19 décembre 1978 à Saint-Dié (en France), demeurant professionnellement à L- 1528 Luxembourg, 8, Boulevard de la Foire, comme membre du conseil de gestion, et plus précisément comme gérant de catégorie B, à compter du 1^{er} janvier 2014 et pour une durée indéterminée.

2. L'Assemblée générale extraordinaire des associés prend acte que le siège social de la Société est transféré à L - 1528 Luxembourg, 8, Boulevard de la Foire, à compter du 1^{er} janvier 2014.

Luxembourg, le 26 juin 2014.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014100309/20.

(140120031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

GP Financial Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 132.475.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095933/9.

(140114834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

GP Worldwide Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 99.512.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095935/9.

(140114841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Granjo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 79.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095937/9.

(140114951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Helping Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 184.677.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095961/10.

(140114945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Ocm Luxembourg George Street Apart-Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 188.471.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-sixth day of June.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the Luxembourg law, having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies (R.C.S.) of Luxembourg under number B 173382,

represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name OCM Luxembourg George Street Apart-Hotel S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Great Britain Pounds (GBP 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a nominal value of one Great Britain Pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties. If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non- shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers of at least two members appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a nominal value of one

Great Britain Pound (GBP 1.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred Great Britain Pounds (GBP 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred Great Britain Pounds (GBP 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Szymon DEC, manager of companies, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mrs Figen EREN, manager of companies, born on February 10, 1978 in Besançon, France, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mr Jabir CHAKIB, manager of companies, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mr Hugo NEUMAN, manager of companies, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg;

- Mr Justin BICKLE, manager of companies, born on January 11, 1971 in Plymouth, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, England; and

- Mr Martin GRAHAM, manager of companies, born on December 7, 1978 in Glasgow, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, England.

2. The registered office of the Company is set at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173382,

représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination OCM Luxembourg George Street Apart-Hotel S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par les signatures individuelle ou conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500,-).

La somme de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent euros.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
- M. Szymon DEC, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Mme Figen EREN, née le 10 février 1978 à Besançon, France, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - M. Jabir CHAKIB, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - M. Hugo NEUMAN, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg;
 - M. Justin BICKLE, né le 11 janvier 1971 à Plymouth, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Angleterre; et
 - M. Martin GRAHAM, né le 7 décembre 1978 à Glasgow, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Angleterre.
2. Le siège social de la Société est établi au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 juillet 2014. Relation GRE/2014/2615. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014100287/425.

(140119327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Crediinvest SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.745.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of the month of July.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CREDIINVEST SICAV (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, incorporated by a deed of Me Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 2 February 2004 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), under number 205 on 19 February 2004.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were amended for the last time by a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, on 6 April 2010, published in the Mémorial under number 1130 of 31 May 2010.

The Meeting was presided by Mrs. Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs. Annick Braquet, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting appointed as scrutineer Mrs. Arlette Siebenaler, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

Sole resolution

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") including principally but not limited to the amendments as detailed below:

(i) Amendment of Article 3 of the Articles:

- to specify that the Company is subject to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (UCITS IV) (the "Law") so that Article 3 reads as follows:

“ **Art. 3. Corporate object.** The exclusive object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities, money market instruments and other permitted assets as provided for in the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended (the “Law”), with the purpose of offering various investment opportunities, spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of the Company’s assets.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of Part I of the Law.”

(ii) Amendment of Article 4 of the Articles:

- to provide that if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (the “Board”) of the Company may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

(iii) Amendment of Article 12 of the Articles:

- to authorise the Board to impose a dilution levy on subscription, redemption and conversion deals;
- to amend the principles of determination of the net asset value of the sub-funds;
- to amend the list of situations where the net asset value of shares may be suspended.

(iv) Amendment of Article 16 of the Articles:

- to allow the Board to decide to hold the annual general meeting of shareholders at another date, time or place than those set forth in the Articles to the extent permitted by Luxembourg laws and regulations.

(v) Amendment of Article 19 of the Articles:

- to provide that a record date may be used to calculate the quorum and majority requirements applicable to general meetings of shareholders.

(vi) Amendment of Article 23 of the Articles:

- to allow a director to participate at any meeting of the Board by videoconference or telephone conference or any other means of telecommunication permitting his identification.

(vii) Amendment of Article 31 of the Articles:

- to include OECD member states, Singapore or any member states of the G20 countries which are acceptable for the Luxembourg supervisory authority for investing 100% of the net asset value of the Company in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by these countries;

- to provide that the Company may create a master/feeder UCITS sub-fund, convert any existing sub-fund into a master/feeder UCITS sub-fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-funds, if permitted and in accordance with Luxembourg laws and regulations;

- to provide that a sub-fund may, in accordance with the provisions of the sales documents, invest in one or more other sub-funds of the Company.

(viii) Amendment of Article 36 of the Articles:

- to make the provisions of the Law applicable to mergers.

(ix) General update of the Articles by amending all the articles.

II. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders and by the members of the Bureau, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That all the shares outstanding are registered shares and that the present extraordinary general meeting has been convened by a convenience notice sent to all the registered shareholders by registered mail on 1st July 2014.

IV. The chairman has been advised by the board of directors of the Company that the full restatement of the Articles should take effect on 1st August 2014 and therefore recommends the Meeting to resolve upon the full restatement of the Articles with effective date 1st August 2014.

V. It appears from the attendance list that, out of the 62,811,484.082 shares in issue, 62,548,576.5711 shares are present or represented at the Meeting, so that the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the following resolution.

After deliberation, the meeting took the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves with 62,548,576 votes in favour, 0 vote against and 0 abstention to fully restate the Articles with effect as of 1st August 2014 so as to read as follows:

“ARTICLES OF INCORPORATION

I. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares (the “Shares”) hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme qualifying as a société d’investissement à capital variable under the name of CREDIINVEST SICAV (hereinafter referred to as the “Company”).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders (the “Shareholders”) adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

Art. 3. Corporate object. The exclusive object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities, money market instruments and other permitted assets as provided for in the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended (the “Law”), with the purpose of offering various investment opportunities, spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of the Company’s assets.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of Part I of the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg). If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (hereafter collegially referred to as the “Board of Directors” or the “Directors” or individually referred to as a “Director”) may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

II. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the Shares

Art. 5. Share capital. The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 13 hereof without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall not be less than the minimum amount prescribed by the Law.

For consolidation purposes, the base currency of the Company is EUR.

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

Art. 7. Sub-funds. Shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds corresponding to separate portfolios of assets (each a “Sub-Fund”) (which may, as the Board of Directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities and other permitted assets, as the Board of Directors shall from time to time determine.

Each Sub-Fund is deemed to be a compartment within the meaning of the Law (in particular article 181 of the Law).

As between the Shareholders, each Sub-Fund shall be treated as a separate legal entity.

Vis-à-vis third parties, the Company shall constitute one single legal entity. However, each Sub-Fund is regarded as being separate from the others and is liable for all of its own obligations, unless other terms have been specifically agreed with its creditors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR.

Art. 8. Classes of Shares. The Board of Directors may, at any time, issue classes of Shares (each a “Class”) within one or more Sub-Funds. These Classes of Shares may differ in, inter alia, their charging structure, dividend policy or type of target investors.

When the context so requires, references in these Articles of Incorporation to Sub-Fund(s) shall mean references to Class(es) of Shares and vice-versa.

Art. 9. Form of the Shares. The Company may issue Shares in registered form only.

Shares are issued in uncertificated form with a confirmation statement, unless a Share certificate is specifically requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of certificated Shares must return their Share certificates, duly renounced, to the Company before conversion or redemption instructions may be effected.

A register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such Share register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the Class of each such Share, the amounts paid for each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The Share register is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a Share as the absolute and beneficial owner thereof.

The transfer of a registered Share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of Shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any owner of registered Shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the Share register. All notices and announcements of the Company given to owners of registered Shares shall be validly made at such address. Any Shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the Share register. In case no address has been indicated by an owner of registered Shares, the Company is entitled to deem that the necessary address of the Shareholder is at the registered office of the Company.

The Shares are issued, and Share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the current Company’s prospectus (the “Prospectus”).

The Company will recognise only one holder in respect of each Share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 10. Loss or destruction of Share certificates. If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate shall become null and void.

Mutilated or defaced Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be cancelled immediately. The Company, at its discretion, may charge the Shareholder for the costs of a duplicate or of a new Share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old Share certificate.

Art. 11. Limitation to the ownership of Shares. The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Sub-Fund or Class of Shares (other than any restrictions on transfer of Shares) (but not necessarily on all Classes of Shares within the same Sub-Fund) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Share of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Directors shall have determined that any of them, the Company, any of the Company’s investment managers or advisers or any other person as determined by the Directors would suffer any disadvantage as a result of such breach) or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation (to include, inter alia, regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from the requirements of the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented (“FATCA”) or any breach thereof) or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any “U.S. person”, as defined hereafter.

Such persons, firms or corporate bodies (including US persons and/or persons subject to FATCA requirements or in breach thereof) are herein referred to as “Prohibited Persons”.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

- a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person; and/or
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and/or
- c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial or registered owner of Shares, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties in a timely manner as the Company may require, compulsorily purchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder.

In such cases enumerated at (a) thru (c) above, the Company may compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

- 1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "redemption notice") upon the Shareholders subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the Shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such Shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by registered mail, addressed to such Shareholder at his address as indicated in the Share register. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate, if issued, representing Shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice, the Share register shall be amended accordingly and the Share certificate, if issued, representing such Shares shall be cancelled in the books of the Company.
- 2) The price at which the Shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "redemption price") shall be an amount equal to the net asset value per Share of the Class and the Sub-Fund to which the Shares belong, determined in accordance with Article 12 hereof, as at the date of the redemption notice.
- 3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the owner of such Shares in the currency in which the Shares are denominated, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the Share certificate, if issued, representing the Shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such Shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the Share certificate, if issued, as aforesaid.
- 4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 11 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term "U.S. person" shall include a national or resident of the United States of America or any of its states, territories, possessions or areas subject to its jurisdiction (the "United States") and any partnership, corporation or other entity organised or created under the laws of the United States or any political subdivision thereof. The Directors may clarify the term "U.S. person" in the Prospectus.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to institutional investors within the meaning of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant Shares into Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class of Shares or such a Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who (i) does not qualify as an Institutional Investor, and who holds Shares in a Class of Shares or of a Sub-Fund restricted to Institutional Investors, or (ii) is a Prohibited Person, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Class of Shares or of a Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses (including, inter alia, tax liabilities deriving from FATCA requirements) resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant

Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an eligible investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

III. Net asset value, Issue and repurchase of Shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 12. Net asset value. The net asset value per Share (the “Net Asset Value”) of each Class of Shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice per month, or subject to regulatory approval not less than once a month, as the Board of Directors may determine and disclosed in the Prospectus (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the “Valuation Day”).

The Net Asset Value per Share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund and, for each Class of Shares for all Sub-Funds, is determined by dividing the value of the total assets of each Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares less the value of the total liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on any Valuation Day.

If after the calculation of the net asset value in Luxembourg, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular Sub-Fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All requests for subscription or redemption received to be executed on the first valuation will be executed on the second valuation.

Upon the creation of a new Sub-Fund, the total net assets allocated to each Class of Shares of such Sub-Fund shall be determined by multiplying the number of Shares of a Class issued in the Sub-Fund by the applicable purchase price per Share. The amount of such total net assets shall be subsequently adjusted when Shares of such Class are issued or repurchased according to the amount received or paid as the case may be.

The valuation of the Net Asset Value per Share of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

a) The assets of the Company shall be deemed to include:

- i) All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- ii) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- iii) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- iv) All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- v) All interest accrued on any interest bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- vi) The preliminary expenses of the Company and of any new Sub-Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company and of the relevant new Sub-Fund, insofar as the same have not been written off;
- vii) The liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- viii) All other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- b) Securities listed on a recognised stock exchange or dealt on any other regulated market will be valued at their latest available prices, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of their latest available prices on the main market for the relevant security;
- c) In the event that the latest available price does not, in the opinion of the directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined by the Directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;
- d) Securities not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another regulated market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Directors;
- e) The value of financial derivative instruments traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these financial derivative instruments on exchanges and regulated markets on which the particular financial derivative instruments are traded by the Company; provided that if financial derivative instruments could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the value of such financial derivative instruments shall be such value as the Directors may deem fair and reasonable;
- f) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Company;

- g) Shares or units in other undertakings for collective investment will be valued at their latest available net asset value;
- h) All other transferable securities and other permitted assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors;
- i) liquid assets and money market instruments may be valued at market value plus any accrued interest or on an amortised cost basis as determined by the Board of Directors. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner. If the method of valuation on an amortised cost basis is used, the portfolio holdings will be reviewed from time to time under the direction of the Board of Directors to determine whether a deviation exists between the Net Asset Value calculated using the market quotation and that calculated on an amortised cost basis. If a deviation exists which may result in a material dilution or other unfair result to investors or existing Shareholders, appropriate corrective action will be taken including, if necessary, the calculation of the Net Asset Value by using available market quotations.

In the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Company if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments.

Any assets held in a particular Sub-Fund not expressed in the reference currency will be translated into the reference currency at the rate of exchange prevailing in a recognised market at the time specified in the Prospectus on the relevant Valuation Day.

The Net Asset Value may be adjusted as the Board of Directors or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from Shareholders' transactions.

A dilution levy may also be imposed on deals as specified in the Prospectus. Any such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

- b) The liabilities of the Company shall be deemed to include:
 - i) All loans, bills and accounts payable;
 - ii) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
 - iii) All accrued or payable expenses (including the management fees, fees regarding the custodian, central administration (including domiciliary, corporate and paying agent functions) and registrar and transfer agent, and any other third party fees);
 - iv) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or in kind;
 - v) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant valuation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Directors; and
 - vi) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise, if any, the fees payable to its Directors (including all reasonable out-of-pocket expenses), investment advisors (if any), accountants, permanent representatives in places of registration, distributors, trustees, fiduciaries, correspondent banks and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, costs of any proposed listings and of maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of Prospectuses, addenda, explanatory memoranda, registration statements, annual reports and semi-annual reports, all taxes levied on the assets and the income of the Company (in particular, the "taxe d'abonnement" and any stamp duties payable), registration fees and other expenses payable to governmental and supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, costs of extraordinary measures carried out in the interests of Shareholders (in particular, but not limited to, arranging expert opinions and dealing with legal proceedings) and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, customary transaction fees and charges charged by custodian banks or their agents (including free payments and receipts and any reasonable out-of-pocket expenses, ie. stamp taxes, registration costs, scrip fees, special transportation costs, etc.), customary brokerage fees and commissions charged by banks and brokers for securities transactions and similar transactions, interest and postage, telephone, facsimile and telex charges. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various Sub-Funds.

- c) The Directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:
 - (a) the proceeds from the allotment and issue of each Class of Shares of such Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of each pool; provided that all liabilities, attributable to a pool shall be binding on that pool; and

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

d) For the purpose of valuation under this Article:

(a) Shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) Shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund;

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(e) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for management company services (if appointed), asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to Shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

e) The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Sub-Fund(s) (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. They may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

Art. 13. Issue, redemption and conversion of Shares. The Board of Directors is authorised to issue further fully paid-up Shares of each Class and of each Sub-Fund at any time at a price based on the Net Asset Value per Share for each Class of Shares and for each Sub-Fund determined in accordance with Article 12 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable front-end charges, if any, as approved from time to time by the Board of Directors and described in the Prospectus. Such price may be rounded upwards as downwards as the Board of Directors may determine. Payment for Shares must be received by the custodian in the reference currency of the relevant sub-fund within a period following the applicable valuation day as determined by the Board of Directors and specified in the Prospectus.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new Shares.

The subscription price (not including the sales commission or any other charges) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), be paid by contributing to the Company assets acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the subscription in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case all or part of the relevant costs will be borne by the relevant Sub-Fund.

All new Share subscriptions shall be entirely paid in, and the Shares issued carry the same rights as those Shares in existence on the date of the issuance.

If the Directors determine that it would be detrimental to the existing Shareholders of the Company to accept a subscription for Shares of any Sub-Fund that represents more than 10% of the net assets of such Sub-Fund, then they may postpone the acceptance of such subscription and, in agreement with the incoming Shareholder, may require him to stagger his proposed subscription over an agreed period of time.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company under the terms and conditions set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits as provided in this Article 13. The redemption price per Share shall be paid within a period following the relevant Valuation Day as determined by the Board of Directors and specified in the Prospectus, as it is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company. The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share relative to the Class and to the Sub-Fund to which it belongs, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, decreased by charges and commissions, if any, at the rate provided in the Prospectus. Any such request for redemption must be filed by such Shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Company for the redemption of Shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such Shares, if issued. The relevant redemption price may be rounded down to the nearest cent (0.01) of the relevant reference currency.

The Company shall ensure that at all times each Sub-Fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of Shares.

If as a result of any request for redemption, the aggregate Net Asset Value of the Shares held by a Shareholder in any Class of Shares would fall below such value as determined by the Board of Directors and as described in the Prospectus, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

If instructions to redeem or switch of more than a percentage of the Net Asset Value of the Shares of any Sub-Fund to be determined by the Board of Directors from time to time and disclosed in the Prospectus are received on any Valuation Day, the Board of Directors may decide that, subject to applicable regulatory requirements, redemptions and/or switches shall be suspended. In these circumstances the redemption or switch may be deferred as further described in the Prospectus. These instructions to redeem or switch will be executed in accordance with the procedures described in the Prospectus. The Board of Directors or any duly appointed agent may further decide to compulsorily redeem Shares the subscription of which would not be made in accordance with the Prospectus or whose wired subscription amounts would be insufficient to cover the relevant subscription price (including, for the avoidance of doubt, any applicable subscription charge). Such redemption will be carried out under the most favourable conditions for the Company, including among other the possibility for the Company to keep the difference between the redemption price and the subscription price when the latter is lower than the former or claim to the relevant investor that difference when the latter is higher than the former.

With the consent of or upon request of the Shareholder(s) concerned, the Board of Directors may (subject to the principle of equal treatment of Shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the Prospectus. Such redemption will, if required by law or regulation or by the Board of Directors, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

Any Shareholder is entitled within a given Class to request the conversion of all or part of his Shares, provided that the Board of Directors may:

- a) set terms and conditions as to the right for and frequency of conversion of Shares between Sub-Funds; and
- b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value of the Shares held by a Shareholder in any Class of Shares would fall below such value as determined by the Board of Directors and provided for in the Prospectus, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

Such a conversion shall be effected on the basis of the Net Asset Value of the relevant Shares of the different Sub-Funds, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof. The relevant number of Shares may be rounded down to the nearest cent (0.01) of the relevant reference currency.

The Shares which have been converted into another Sub-Fund will be cancelled.

The requests for subscription, redemption and conversion shall be received at the location designated to and for this effect by the Board of Directors as provided for in the Prospectus.

Art. 14. Temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, the redemption and the conversion of Shares. The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Sub-Funds and the issue, redemption and conversion of any Classes of Shares in the following circumstances:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown or restriction in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) during any period when in the opinion of the Directors of the Company there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing with Shares of any Sub-Fund of the Company or any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Shareholders of the Company, a Sub-Fund or a Class of Shares incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Shareholders of the Company, a Sub-Fund or a Class of Shares might not otherwise have suffered;

f) in the event of (i) the publication of the convening notice to a general meeting of Shareholders at which a resolution to wind up the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of (ii) the decision of the Board of Directors to wind up one or more Sub-Funds, or (iii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the Shareholders, of the notice of the general meeting of Shareholders at which the merger of the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to merge one or more Sub-Funds;

g) where an undertaking for collective investment in which a Sub-Fund has invested a substantial portion of its assets temporarily suspends the repurchase, redemption or subscription of its units/shares, whether on its own initiative or at the request of its competent authorities.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund which is not suspended.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of Shareholders, the Board of Directors reserves the right to conduct the necessary sales of transferable securities before setting the Share price at which Shareholders can apply to have their Shares redeemed or converted. In this case, subscriptions, redemptions and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the Net Asset Value thus calculated after the necessary sales.

Any such suspension shall be promptly notified to Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption as specified in Article 13 hereof. The Board of Directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of Net Asset Value calculation by the Company.

IV. General Shareholders' meetings

Art. 15. General provisions. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolution shall be binding upon the Shareholders of the Company regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 16. Annual general Shareholders' meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the last Tuesday in April at 2 p.m. (Luxembourg time).

If such day is a bank holiday, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of Shareholders of Classes of Shares. The Shareholders of the Class of Shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class of Shares in such Sub-Fund. In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class of Shares. Two or more Classes of Shares or Sub-Funds may be treated as a single Class or Sub-Fund if such Sub-Funds or Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of Shares relating to the separate Sub-Funds or Classes.

Art. 18. Functioning of Shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole Share, regardless of the Class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Fractions of Shares are not entitled to a vote, except to the extent their number is so that they represent a whole Share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Where there is more than one Class of Shares or Sub-Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by Shareholders of such Class of Shares or Sub-Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this Article.

Art. 19. Notice to the general Shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company, in accordance with Luxembourg law. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting right attached to his / her / its Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

V. Management of the Company

Art. 20. Management. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not to be Shareholders of the Company.

Art. 21. Duration of the functions of the Directors, renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualified, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional Director appointed at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of Shareholders.

Art. 22. Committee of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders.

Art. 23. Meetings and deliberations of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another Director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of Shareholders and in the case no Director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meetings of the Board of Directors by appointing, in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmissions, or any other electronic means capable of evidencing such appointment another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may also participate at any meeting of the Board of Directors by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the Board of Directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. One Director may replace several other Directors.

Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and other means capable of evidencing such consent.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors.

Art. 24. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two members of the Board of Directors or by the individual signature of any duly authorised Director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors from time to time.

Art. 26. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

Art. 27. Interest. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with that other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a

conflict known to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction and any such transaction shall be reported to the next meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term “personal interest”, as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiaries thereof or any other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 28. Indemnification of the directors. The Company shall indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 29. Allowances to the Board of Directors. The general meeting of Shareholders may allow the members of the Board of Directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as Directors’ remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the Board of Directors among themselves.

Furthermore, the members of the Board of Directors may be reimbursed for any expenses incurred on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the chairman or the secretary of the Board of Directors as well as those of the general manager (s) and officers shall be fixed by the Board of Directors.

Art. 30. Advisor, portfolio managers, custodian and other contractual parties. The Company may enter into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into portfolio management agreements with one or more portfolio managers.

In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, corporate and domiciliary agent to fulfil the role of central administration of the Company.

The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the “Custodian”) which shall satisfy the requirements of the Law. All transferable securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall use their best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the Board of Directors shall appoint such bank as Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

Art. 31. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment objectives and policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations in Luxembourg.

When any investment policies are determined and implemented, the Board of Directors shall ensure compliance with the following provisions:

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined by the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities, and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the Prospectus.

The Board of Directors of the Company may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the Prospectus (including but not limited to OECD member states, Singapore, or any member state of the G20), or public international bodies of which one or more of Member States of the European Union are members, provided that in the cases where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Sub-Fund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and / or over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund to be made with the aim to replicate a certain index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of Shareholders, Article 48 paragraphs (1) and (2) of the Law do not apply. Any reference in these Articles of Incorporation to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) e) of the Law unless specifically foreseen in the Prospectus in relation to one or more Sub-Funds.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Prospectus, invest in one or more Sub-Funds. The relevant legal provisions on the computation of the Net Asset Value will be applied accordingly. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to the Shares held by a Sub-Fund in another Sub-Fund are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum capital required by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS Sub-Fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 12, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

VI. Auditor

Art. 32. Approved Statutory Auditor. The general meeting of Shareholders shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law and serve until its successor is elected.

VII. Annual accounts

Art. 33. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st January each year and shall terminate on 31st December of the same year.

Art. 34. Distribution policy. At the annual general meeting of Shareholders, the Shareholders of each Class of each Sub-Fund shall determine, at the proposal of the Board of Directors, whether, and if so the amount thereof, dividends are to be distributed to the Shareholders of the Company, within the sole limits prescribed by the Law.

For any Sub-Fund or Class of Shares, the Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. The annual general meeting resolving on the approval of the annual accounts shall also ratify interim dividends resolved by the Directors. Distribution Shares confer in principle on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below. Accumulation Shares do not in principle confer on their holders the right to

dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation Shares of the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below shall automatically be reinvested within the relevant Class of Shares and shall automatically increase the Net Asset Value of these Shares.

The Directors shall for the purpose of the calculation of the Net Asset Value of the Shares as provided in Article 12 operate within each Sub-Fund and Class of Shares a separate pool of assets corresponding to distribution and accumulation Shares in such manner that at all times the portion of the total assets of the relevant Sub-Fund and Class of Shares attributable to the distribution Shares and accumulation Shares respectively shall be equal to the portion of the total of distribution Shares and accumulation Shares respectively in the total number of Shares of the relevant Sub-Fund and Class of Shares.

Dividends may further, in respect of any Class of Shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class of Shares and which, in such event, will in respect of such Class of Shares, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares.

Dividends will normally be paid in the currency in which the relevant Class of Shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Sub-Fund or Class of Shares unless a Shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the Board of Directors from time to time and published in the Prospectus. Such dividends will automatically be reinvested.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by Law.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the relevant Sub-Fund or Class. The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the implement of this position. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

VIII. Dissolution and Liquidation

Art. 35. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in Article 18 hereof.

In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of Shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Class of Shares of each Sub-Fund either in cash or, upon the prior consent of the Shareholder, in kind. Any funds to which Shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the benefit of the persons entitled thereto to the Caisse des Consignations in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 36. Termination, division and amalgamation of sub-funds. The Directors may decide at any moment the termination, division and/or amalgamation of any Sub-Fund. In the case of termination of a Sub-Fund, the Directors may offer to the Shareholders of such Sub-Fund the conversion of their Class of Shares into Classes of Shares of another Sub-Fund, under terms fixed by the Directors.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund, or as a matter of economic rationalisation or if the Board of Directors considers it in the general best interest of the Shareholders, the Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Classes issued in such Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Class of Shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between, the Shareholders of the Company, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred on the Board of Directors by the preceding paragraph hereof, the general meeting of Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal of the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their

Shares, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders that shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares will be cancelled in the books of the Company.

Any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for such a meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund(s) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented at the meeting.

In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation (relating in particular to the notification to the Shareholders concerned) shall apply.

Under the same circumstances provided for under this Article 36 the Board of Directors may decide, subject to regulatory approval (if required), to consolidate or split a Class within a Sub-Fund. To the extent required by Luxembourg law, such decision will be published or notified in the same manner as described above and the publication and/or notification will contain information in relation to the proposed split or consolidation. The Board of Directors may also submit the question of the consolidation or split of a Class to a meeting of holders of such Class. Such meeting will resolve on the consolidation or split without quorum and with a simple majority of the votes cast.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, decide (i) that all Shares of such Sub-Fund shall be redeemed and the Net Asset Value of the Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) refunded to Shareholders, such Net Asset Value calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect, (ii) decide upon the division of a Sub-Fund or the division, consolidation or amalgamation of Classes of Shares in the same Sub-Fund. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company. Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed they shall be forfeited in accordance with Luxembourg Law.

Art. 37. Amendment of the articles of incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 38. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time and the Law.”

The Meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with Article 26 (2) of the law of 17 December 2010 on undertaking for collective investment, as amended and therefore no French translation of this deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English only.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES, A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 31 juillet 2014. Relation: LAC/2014/36330. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 août 2014.

Référence de publication: 2014136050/879.

(140154754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

DI SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.830.

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de DI SA, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 12, Route de Longwy, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 496 du 27 février 2008 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135830 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 16 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 694 du 12 avril 2011.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Xavier BUCK, administrateur, demeurant professionnellement à Bertrange,

qui désigne comme secrétaire, Monsieur Frederick SCHIWEEK, administrateur, demeurant professionnellement à Bertrange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian MATHEY, accounting manager, demeurant à professionnellement Bertrange.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'assemblée a été convoquée à cette date et heure par convocation envoyée à chaque actionnaire par lettre et par mail le 3 juin 2014. Copie desdites convocations a été donnée au bureau de l'assemblée.

(ii) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Transfert du siège social de la société de son adresse actuelle L-8080 Bertrange, 12, Route de Longwy à l'adresse suivante: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg, commune de Luxembourg;

2 Modification subséquente de l'article 2.1. des statuts pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;

3 Divers.

(iii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions représentées, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

(iv) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les mandataires et les membres du bureau resteront pareillement annexées aux présentes et pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

(v) Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur le total de vingt-six mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (26.897) actions, 21.321 actions sont dûment représentées, représentant plus de la moitié du capital social émis par la Société, à la présente assemblée et que vu l'ordre du jour et les prescriptions des articles 67, 67-1 et 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés préalablement à l'assemblée.

Après avoir dûment considéré chaque point de l'agenda, l'assemblée générale des actionnaires a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle L-8080 Bertrange, 12, Route de Longwy à l'adresse suivante: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg, commune de Luxembourg.

La résolution a été adoptée de la manière suivante:

Votant en faveur: 21.321 actions

Votant contre: 0 actions

Abstentions: 0 actions

Deuxième résolution

Suite à ce qui précède, l'assemblée générale des actionnaires décide de modifier en conséquence l'article 2.1. des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

Art. 2. Siège social.

«2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil).»

La résolution a été adoptée de la manière suivante:

Votant en faveur: 21.321 actions

Votant contre: 0 actions

Abstentions: 0 actions

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte français prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand fourteen, on the third day of July.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of DI SA, a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-8080 Bertrange, 12, Route de Longwy, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Emile Schlessler, notary residing in Luxembourg, on 28 December 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 496 of 27 February 2008 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 135830 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended several times and for the last time following a deed of the undersigned notary on 16 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 694 of 12 April 2011.

The meeting is declared open with Mr. Xavier BUCK, director, professionally residing in Bertrange, in the chair, who appointed as secretary Mr. Frederick SCHIWEK, director, professionally residing in Bertrange.

The meeting elected as scrutineer Mr. Christian MATHEY, accounting manager, professionally residing in Bertrange.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder by letter and by mail on 3rd June 2014. A copy of such convening notices has been given to the board of the meeting.

(ii) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Change of registered office of the Company from L-8080 Bertrange, 12, Route de Longwy to L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg, municipality of Luxembourg.

2. Subsequent amendment of article 2.1. of the Company's articles to bring it in accordance with the above resolution;

3. Miscellaneous.

(iii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of represented shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iv) That the proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the proxyholders and by the board of the meeting will also remain annexed to the present deed and will be registered with the present deed.

(v) That it results from said attendance list that out of the twenty-six thousand eight hundred ninety-seven (26,897) shares, 21,321 shares are duly represented, representing more than half of the issued share capital of the Company, at the present meeting and in consideration of the agenda and of the provisions of article 67, 67-1 and 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present meeting is validly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which the shareholders have been duly informed of before this meeting.

After duly considering each item of the agenda, the general meeting of shareholders adopted the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to change the registered office of the Company from L-8080 Bertrange, 12, Route de Longwy to L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg, municipality of Luxembourg.

The resolution was adopted as follows:

Voting in favour: 21,321 shares

Voting against: 0 shares

Abstentions: 0 shares

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend article 2.1. of the Company's articles to give it henceforth the following wording:

Art. 2. Registered office.

"2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors (the Board)."

The resolution was adopted as follows:

Voting in favour: 21,321 shares

Voting against: 0 shares

Abstentions: 0 shares

There being no other business, the meeting was adjourned.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by an English version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English text, the French text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Signé: Buck, Sciwek, Mathey, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 juillet 2014. Relation: LAC/2014/31326. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014099867/136.

(140119302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

UBS VA N°1 Fund Management Company S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.723.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 11 juillet 2014

Sont élus et ré-élus au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2015:

- Mr Reto Ketterer, membre du conseil d'administration
Talacker 30, CH-8001 Zurich, Suisse
- Mr Aloyse Hemmen, membre du conseil d'administration
33A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- Mr André Spahni, membre du conseil d'administration
Talacker 30, CH-8001 Zurich, Suisse
- Mr Patrick Jenvrin, membre du conseil d'administration
44 rue Washington, F-75008 Paris, France
- Mme Gabriele Merz, membre du conseil d'administration
Theatinerstrasse 16, D-80333 München, Allemagne
- Mr Amaury Zinga-Botao, membre du conseil d'administration
33A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UBS VA N°1 Fund Management Company S.à.r.l.

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014101718/25.

(140120178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

UK Students Isledon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 154.726.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Référence de publication: 2014101720/10.

(140121040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Tangor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 148.429.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg au siège social le vendredi 27 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 27 juin 2014 que:

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Maître FELTEN Bernard à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2014101690/15.

(140120135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Westfield Italian Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.892.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 30 juin 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de M. Elliot Rusanow résidant professionnellement au 85 Castlereagh Street, Sydney, NSW 2000, Australie, né le 27 février 1974 à Paddington, Australie en qualité de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée (en remplacement de Peter Kenneth Allen, démissionnaire).

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 9 juillet 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de M. Frits Carlsen, résidant professionnellement au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 4 septembre 1958 à Copenhague, Danemark en qualité de gérant avec effet au 9 juillet 2014 et pour une durée indéterminée (en remplacement de Mme Deniz Erkus, démissionnaire).

- Nomination de M. Yves Cheret, résidant au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Luxembourg, né le 1 mai 1966 à Eupen, Belgique en qualité de gérant avec effet au 9 juillet 2014 et pour une durée indéterminée (en remplacement de M. Ian Kent, démissionnaire).

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme il suit:

- M. Elliot Rusanow, Gérant

- M. Frits Carlsen, Gérant

- M. Yves Cheret, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101747/26.

(140120591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.
